



Le 19 mars 2026, Hubert Testard, enseignant à Sciences Po Paris, décryptait pour La Fabrique de l'Exportation le protectionnisme américain en Asie et les effets de la crise au Moyen-Orient sur les économies asiatiques, entre choc énergétique, contournements commerciaux et opportunités pour les entreprises françaises.

Le détroit d'Ormuz, petit goulot d'étranglement pour de très gros maux asiatiques

La crise au Moyen-Orient rappelle une évidence souvent oubliée : la mondialisation tient parfois à quelques kilomètres de mer. Le détroit d'Ormuz, par lequel transite une part décisive du pétrole et du gaz naturel liquéfié du Golfe, est devenu l'un des points les plus sensibles de l'économie mondiale. Pour l'Asie, cette vulnérabilité n'a rien de théorique : elle est immédiate, massive et potentiellement récessive. Selon l'analyse d'Hubert Testard, l'Asie concentre environ 84 à 85 % des exportations de pétrole transitant par Ormuz, la Chine en captant à elle seule près d'un tiers, devant l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et les pays de l'ASEAN. L'Europe, elle, n'en représente qu'environ 5 %, ce qui explique une différence de nature dans l'exposition au risque : l'Europe subit surtout le choc par les prix de l'énergie, tandis que l'Asie risque aussi une rupture physique d'approvisionnement, particulièrement sensible en Asie du Sud, où l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh dépendent fortement du Moyen-Orient pour le pétrole brut mais aussi pour le propane ou le butane. Le Japon a davantage diversifié ses sources de gaz naturel

liquéfié, notamment vers l'Australie et les États-Unis, mais le Pakistan et le Bangladesh restent très exposés au GNL moyen-oriental : là encore, le problème n'est pas seulement le prix, c'est la disponibilité.

Des réserves stratégiques très inégales selon les pays

Face à un choc énergétique, la vraie question devient celle des réserves stratégiques, et sur ce terrain l'Asie est loin d'être homogène. Le Japon, la Corée du Sud et la Chine disposent de stocks relativement importants, souvent estimés entre 200 et 250 jours selon les catégories d'approvisionnement, tandis que plusieurs pays d'Asie du Sud et du Sud-Est présentent des marges beaucoup plus faibles : l'Inde serait autour de 60 jours de réserves pétrolières, le Pakistan et le Bangladesh sous les 30 jours, avec des marges pour le gaz encore plus réduites. Cette asymétrie change tout : la Chine et le Japon peuvent amortir temporairement un choc, mais pour les pays les plus fragiles, une crise prolongée d'Ormuz pourrait rapidement se transformer en choc social, industriel et politique. Les oléoducs alternatifs vers la mer Rouge ou Fujairah ne peuvent compenser qu'une fraction des volumes perdus, et deviennent eux-mêmes des cibles potentielles. Le constat central de ce débat tient en une phrase : une crise régionale au Moyen-Orient peut se transformer en crise asiatique de production, touchant chaînes de valeur, usines, ports et ménages bien au-delà du seul prix du carburant.

Protectionnisme américain : Trump frappe fort, l'Asie esquive, mais pour combien de temps ?

Le deuxième grand choc analysé lors du débat est le protectionnisme américain en Asie. Depuis le retour de Donald Trump, la politique commerciale des États-Unis est redevenue frontalement offensive, avec la Chine en première ligne, mais aussi le Vietnam, la Thaïlande, l'Indonésie, Taïwan, le Japon et la Corée du Sud dans le viseur. La méthode, résumée par Hubert Testard comme une logique de négociation asymétrique consistant à menacer très fort puis à frapper un peu moins contre des concessions massives, a conduit plusieurs pays à céder du terrain : le Vietnam aurait accepté des droits de douane nuls sur les produits américains, la Thaïlande sur une très grande partie de ses lignes tarifaires, l'Indonésie presque totalement. Les pays développés, dont les marchés étaient déjà largement ouverts, ont surtout pris des engagements d'achats et d'investissements aux États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan promettant des montants de l'ordre de centaines de milliards de dollars, dont la concrétisation reste

incertaine puisque ce sont les entreprises, non les gouvernements, qui investissent réellement. Pourtant, l'effet économique immédiat de ce choc protectionniste semble avoir été moins violent que prévu en 2025 : le Vietnam a maintenu une croissance robuste, tandis que la Chine a compensé la baisse de ses exportations vers les États-Unis par une redirection massive vers l'Europe, l'ASEAN, l'Afrique et l'Amérique latine.

Chine, ASEAN, Europe : le grand jeu des détours commerciaux

La Chine a montré une capacité remarquable à contourner le choc américain : ses ventes vers les États-Unis ont reculé, mais ses exportations vers d'autres zones ont fortement progressé. Selon Hubert Testard, à la fin de 2025, les exportations chinoises vers l'Europe étaient environ deux fois supérieures à celles vers les États-Unis, un changement structurel majeur qui fait de l'Europe, et non plus nécessairement de l'Amérique, le premier débouché extra-asiatique de la Chine, avec des conséquences lourdes pour le déficit industriel européen. L'ASEAN joue de son côté un rôle ambigu : certains pays comme le Vietnam bénéficient du redéploiement industriel hors de Chine, tout en devenant des relais des chaînes de valeur chinoises, une partie des exportations chinoises vers les États-Unis pouvant transiter par la région, ce qui complique les contrôles douaniers américains malgré les droits plus élevés imposés aux produits considérés comme de simples transits chinois. L'ASEAN se retrouve ainsi prise dans un étau, profitant de la Chine, dépendant d'elle, la craignant, tout en cherchant à préserver l'accès au marché américain.

L'Inde change de logiciel : libre-échange pour tous, sauf pour la Chine

L'un des signaux les plus intéressants du débat concerne l'Inde. Longtemps protectionniste et prudente vis-à-vis des accords commerciaux, elle accélère désormais son ouverture, ayant engagé ou conclu des négociations avec le Royaume-Uni, l'Union européenne, les États-Unis, le Japon et le Canada, tout en ouvrant davantage certains secteurs aux investissements étrangers. Ce changement stratégique traduit la volonté indienne de transformer la fragmentation du commerce mondial en opportunité, en captant une partie des chaînes de valeur déplacées hors de Chine. Cette ouverture connaît toutefois une limite claire, la Chine : la formule pourrait se résumer par un libre-échange avec beaucoup de monde, mais pas avec Pékin, une prudence qui s'explique par les tensions géopolitiques, les différends frontaliers et la crainte d'une

dépendance industrielle excessive. Pour les entreprises françaises, ce basculement indien constitue un relais de croissance à surveiller de près, à condition d'en comprendre les règles, la lenteur administrative et les priorités industrielles.

Le rouleau compresseur chinois : l'Europe découvre le coût de la naïveté industrielle

Au-delà de la crise d'Ormuz et du protectionnisme américain, le débat a mis en lumière une menace de fond : la montée en puissance industrielle de la Chine, qui représente déjà près d'un tiers de la production industrielle mondiale et pourrait approcher 40 % dans les prochaines années. Cette réalité inquiète de plus en plus l'Europe, le pays le plus exposé n'étant pas forcément la France, déjà largement désindustrialisée, mais l'Allemagne, dont le modèle reposait précisément sur la puissance manufacturière et l'exportation. La Chine ne concurrence plus seulement l'Europe sur les biens à bas coût : elle monte en gamme dans les véhicules électriques, les batteries, les équipements industriels, les machines, les technologies vertes et l'électronique, faisant du défi un enjeu autant industriel et technologique que commercial. Face à cela, l'Europe envisage de durcir son arsenal, préférence européenne, conditions de localisation, instruments antidumping et antisubventions, mais bute toujours sur la difficulté de bâtir un consensus entre pays membres aux intérêts divergents ; les propositions les plus radicales, comme un droit de douane généralisé de 30 % contre la Chine, paraissent peu réalistes mais ont au moins le mérite de provoquer le débat.

La Russie, bénéficiaire discret du chaos énergétique

La crise au Moyen-Orient crée enfin une opportunité pour la Russie. Si les flux du Golfe deviennent incertains, les pays asiatiques chercheront à sécuriser davantage de pétrole et de gaz russes : l'Inde, qui avait déjà fortement augmenté ses achats de pétrole russe après la guerre en Ukraine, pourrait renforcer ces flux, tout comme la Chine, la Thaïlande ou le Vietnam. Sans pouvoir augmenter indéfiniment ses capacités d'exportation, la Russie redevient un fournisseur de sécurité relative dans un monde d'insécurité énergétique, et les rabais consentis jusqu'ici pourraient diminuer à mesure que la demande augmente. C'est l'un des paradoxes de la séquence actuelle : les États-Unis cherchent à contenir leurs rivaux, mais certaines crises renforcent indirectement la Russie tout en fragilisant leurs propres alliés asiatiques et européens.

Pour les exportateurs français, l'Asie reste une chance, mais plus jamais un long fleuve tranquille

Ce débat de La Fabrique de l'Exportation a montré que l'Asie reste le cœur battant du commerce mondial, mais un cœur qui bat désormais sous tension. Entre le choc énergétique venu du Moyen-Orient, le retour du protectionnisme américain, la puissance industrielle chinoise, l'ouverture sélective de l'Inde et les recompositions de l'ASEAN, les entreprises françaises doivent changer de logiciel : exporter en Asie ne consiste plus seulement à trouver un distributeur et surveiller le taux de change, il faut désormais comprendre les routes maritimes, les dépendances énergétiques, les arbitrages géopolitiques et les nouvelles lignes de fracture entre grandes puissances. Les opportunités restent considérables, Inde, ASEAN, Japon, Corée du Sud, marchés de niche chinois, transitions énergétiques, infrastructures, santé, agroalimentaire, mais les risques montent tout autant, volatilité des coûts, instabilité des flux, pressions américaines et concurrence chinoise. Dans ce monde-là, l'Asie n'est plus seulement un marché : c'est le miroir grossissant de la nouvelle mondialisation, plus rapide, plus dure, plus politique.